

[Français]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DÉPOSER UNE  
RÉSOLUTION AUPRÈS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES  
NATIONS UNIES

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je remercie le secrétaire d'État pour sa réponse constructive. Je dois dire aussi que nous respectons la décision du premier ministre d'appuyer toute action que pourrait entreprendre le Conseil de sécurité des Nations Unies, mais je ne crois pas que cela soit suffisant.

Est-ce que le Canada va prendre l'initiative de demander, d'abord à Mikhaël Gorbatchev, de prendre plus fermement position contre le gouvernement chinois, et avec l'appui de l'Union Soviétique, prendre l'initiative de confronter ouvertement la Chine aux Nations Unies? C'est-à-dire, le Canada va-t-il prendre l'initiative de déposer une résolution condamnant l'action du gouvernement chinois et essayer de convaincre à l'Assemblée générale des Nations Unies d'autres pays d'appuyer cette initiative et cette résolution?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, comme la Chambre le sait très bien, le gouvernement canadien a joué un rôle actif avec d'autres pays afin de prendre des mesures concrètes qui peuvent avoir un impact sur les décisions du gouvernement de la Chine. Je suis intéressé par la suggestion du très honorable chef de l'opposition, à l'effet que peut-être on puisse encourager l'Union Soviétique. C'est certainement dans nos pensées d'avoir des conversations avec tous les pays qui peuvent être encouragés de prendre des mesures communes.

Je crois que le chef de l'opposition ne cherche pas les gestes vides, ou des gestes qui ne peuvent avoir d'impact, et moi non plus! Mais nous espérons trouver aux Nations Unies, ou par des conversations bilatérales avec d'autres pays, les moyens pour faire des pressions sur le gouvernement de la Chine.

• (1420)

[Traduction]

L'OPINION DU GOUVERNEMENT CONCERNANT  
L'ÉTABLISSEMENT D'UN PROGRAMME MONDIAL DE  
SANCTIONS COMMERCIALES

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État a parfaitement raison. Jusqu'ici, nous n'avons parlé que de la pression de l'opinion internationale et de persuasion morale. C'était le but certes de la résolution que nous

*Questions orales*

avons adoptée à l'unanimité à la Chambre des communes. Et cela serait aussi le but d'une résolution que présenterait le Canada aux Nations Unies.

Étant donné que le gouvernement chinois refuse d'entendre raison, le Canada pourrait peut-être explorer, avec d'autres pays, des moyens de pression peut-être plus efficaces à l'encontre des autorités chinoises. Que pense le secrétaire d'État et le gouvernement de consultations avec d'autres pays qui aboutiraient à l'adoption d'un programme mondial de sanctions commerciales contre la Chine?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, étant donné que nous sommes le 14 juin aujourd'hui, il serait prématuré, à mon avis, d'engager de telles discussions maintenant.

Le très hon. chef de l'opposition sait que nous participons, avec certains pays, à une série de consultations pour voir quels sont les moyens de pression les plus efficaces que nous avons à notre disposition. Je crois avoir déjà dit à la Chambre la semaine dernière que le gouvernement du Canada examinerait tout l'éventail des programmes que nous avons en Chine. Au demeurant, vu l'ampleur de ce problème, nous convoquons actuellement à une table ronde nationale des spécialistes canadiens des relations sino-canadiennes et de la situation en Chine pour nous assurer que les mesures que nous prenons auront les effets les plus soutenus et les plus positifs à longue échéance.

Certaines mesures, sur lesquelles je devrais peut-être attirer l'attention de la Chambre, peuvent avoir en soi un effet concret. L'une d'elles est la décision de Radio Canada International, qui mérite nos félicitations, d'avancer de 10 mois son projet d'augmenter sa capacité de diffusion jusqu'en Chine. La diffusion de ses émissions commencera le 20 juin et fera le contre-poids à la propagande abondante et massive des autorités chinoises.

\* \* \*

**LE LOGEMENT**

LE MONTANT DU PAIEMENT INITIAL POUR L'ACHAT  
D'UNE PREMIÈRE MAISON

**M. Joe Fontana (London-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'Habitation. Un sondage national Decima commandé par la SCHL fait et en septembre dernier révèle que 58 p. 100 des répondants pensent que le paiement initial exigé pour une maison est trop élevé; par ailleurs, 53 p. 100 sont d'avis que trouver une maison à prix abordable constitue un problème majeur.